*Fiche de poste (modèle formulaire interne de diffusion des offres - Expertise France)*

**Titre du poste** : Expert(e) chef(fe) de projet – résident(e) sur 6 mois puis perlé ou uniquement perlé

**Pays de la mission** :Jordanie

**Durée** (sélectionner la bonne catégorie) : 18 mois

**Secteur** (à choisir dans la liste fixe à la fin) : Finances publiques

**Date limite de réponse (JJ/MM/AAAA)**: 15/08/2022

**Nom et descriptif du projet** : Projet d’appui au renforcement des capacités en vue de la transformation de la CVDB

La Banque de Développement des Villes et Villages (CVDB) est l’institution financière publique en charge du financement des municipalités en Jordanie. Crée il y a 50 ans avec pour mandat de soutenir le développement des municipalités à travers le financement (activité de crédit), le déploiement de services et le renforcement de leurs capacités, elle intervient dans le cadre de la politique de soutien du gouvernement aux projets d’investissement des municipalités. La CVDB a ainsi pour mandat d’appuyer les autorités locales et les parties intéressées par le biais de projets de développement de services et d'investissements et d’encourager les partenariats entre les secteurs public et privé pour améliorer la réalité des communautés locales. La CVDB est en outre dotée d’un capital libéré de 110 millions JOD (env. 140 millions EUR), et ses 325 employés opèrent depuis le siège social à Amman et les 10 succursales dans les principales villes de Jordanie.

Un premier projet d’assistance technique, financé par l’AFD et mis en œuvre par Expertise France, en appui à la gouvernance locale en Jordanie (2020-2022) a permis d’identifier les difficultés notamment organisationnelles de la CVDB et de soutenir les étapes préliminaires à sa structuration. Ce premier projet a ainsi accompagné la structuration de l’observatoire des municipalités, l’appui à la préparation de plans d’investissements pluriannuels au profit de municipalités ciblées par la CVDB, la mise en œuvre d’une méthodologie d’analyse du risque de crédit et d’analyse financière de la CVDB dans la perspective de l’adoption de la nouvelle loi, réaffirmant son positionnement de financeur du développement local.

En février 2022, le Parlement adopte ainsi une nouvelle loi pour renforcer la CVDB et par voie de conséquence le financement du développement local. Ce texte prévoit notamment :

L’élargissement du mandat de la CVDB et des cibles de clientèles auxquelles elle sera en mesure d’offrir des services financiers (au-delà des seules municipalités) : toute entité mettant en œuvre un projet de développement local, le soutien aux projets de partenariats public-privé, les investissements en fonds propres au sein d’entreprises créées dans ce cadre, etc. ;

L’évolution de ses instances de gouvernance : même si les représentants de l’Etat et des municipalités resteront majoritaires, il est prévu que le Ministère des affaires locales nomme deux membres issus du secteur privé ; et constitue de nouveaux comités et notamment un comité d’audit.

Pour accompagner et réussir cette transformation structurante, l’AFD et EF, conjointement avec les équipes de la CVDB, ont identifié des composantes d’actions qui se déclinent en activités et répondant à l’objectif général (OG) suivant : la CVDB contribue activement au financement du développement local en Jordanie.

Dès lors, dans la continuité du premier projet d'appui à la gouvernance locale en Jordanie sur la période 2020-2022, l'AFD a mobilisé Expertise France sur un financement de 500 000 € pour monter un projet d’assistance technique (AT) en vue de continuer et d’intensifier les appuis à la CVDB.

Deux objectifs spécifiques (OS) permettront d’atteindre l’OG :

* Accompagner la CVDB dans son processus de transformation organisationnelle rendu nécessaire par la nouvelle loi encadrant son action et par les effets économiques et financiers liés à la pandémie de COVID-19 ;
* Appuyer la CVDB de façon à ce qu’elle puisse mettre en œuvre de façon autonome sa politique d'investissement et de diversification des financements et proposer une offre de service à destination des municipalités.

Le projet sera structuré selon les 2 composantes suivantes :

* Composante A. Renforcement de la gouvernance et de la gestion des risques et de la conformité au sein de la CVDB
* Composante B. Refonte de la stratégie d'investissement, de l’organisation des fonctions opérationnelles et procédures associées et structuration d'une offre de service à destination des municipalités

Dans ce cadre, nous recherchons un(e) expert(e) chef(fe) de projet pour assurer la mise en œuvre opérationnelle du plan d’action du projet et les activités propres à la composante 1.

**Descriptif de la mission** : chef(fe) de projet (160 H/J)

Le/la chef(fe) de projet est responsable du pilotage du projet dans son ensemble, de la mise en œuvre de la composante 1 et de la dynamique du projet.

L’expert(e), est recruté(e) par Expertise France pour le projet « Projet d’appui au renforcement des capacités en vue de la transformation de la CVDB ». Dans le cadre de ce projet, il/elle exercera la fonction de chef(fe) de projet, responsable de la coordination de l’ensemble du projet mais aussi plus spécifiquement de la composante A : « Renforcement de la gouvernance et de la gestion des risques et de la conformité au sein de la CVDB ».

En tant que chef(fe) de projet, il/elle sera chargé(e) de la mise en œuvre quotidienne des activités du projet en collaboration avec la CVDB, l’équipe de l’Agence AFD à Amman, à Paris et l’équipe siège d’Expertise France en charge de la gestion du projet. Son rôle sera de bien diriger et coordonner les actions du projet afin de remplir les objectifs dans les délais contractuels, sur la base des documents du projet, du budget général du projet, du calendrier de travail approuvé par toutes les parties prenantes. Il sera ainsi en charge du pilotage de toutes les composantes du projet.

Les activités prévisionnelles sont détaillées ci-dessous mais feront l’objet d’un plan d’action et d’un chronogramme d’activités à l’issue de la mission de cadrage qui sera organisée au démarrage des activités en octobre 2022 :

Composante A. Renforcement de la gouvernance et de la gestion des risques et de la conformité au sein de la CVDB

1.1 Coordination et pilotage des activités du projet et des interventions des experts mobilisés (mobilisation, suivi-évaluation et contrôle - qualité)

1.2. Renforcement du dispositif de gouvernance associé à la maîtrise des risques

* Nouvel organigramme de fonctionnement et textes d’application ;
* Appui à la création d’un comité des risques et d’un comité de conformité ;
* Appui à la structuration d’un département des risques à partir de l’actuelle unité « risques » et à son déploiement : organigramme et préparation des recrutements, stratégie (cartographie des risques, plan de gestion des risques / cadre d’appétence aux risques) et procédures ;
* Formation des membres des comités nouvellement créés, des équipes risques puis de l’ensemble des équipes de la CVDB ;

1.3. Appui à l’équipe en charge de la conformité pour assurer la bonne mise en œuvre de la nouvelle loi relative à la CVDB

* préparation des textes d’application ;
* adaptation des procédures internes ;
* rapprochement avec les pratiques internationales notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, etc.

1.4. Appui au déploiement du nouveau plan de gestion des risques en s’assurant de la cohérence entre les nouvelles procédures opérationnelles (financement) et celles relatives à la gestion des risques :

* Développement d’outils de mesure, de pilotage et de reporting pour la gestion des risques financiers et de conformité ;
* Activités de renforcement de capacité (y compris formations) à destination de l’ensemble des équipes et des membres des instances de gouvernance de la CVDB.

1.5. Accompagnement au changement des équipes

Composante B. Refonte de la stratégie d'investissement, de l’organisation des fonctions opérationnelles et procédures associées et structuration d'une offre de service à destination des municipalités

2.1. Réaliser une étude de marché pour identifier plus finement les nouvelles opportunités de marché (tant à l'actif : nouveaux clients, nouveaux investissements portés par les municipalités ; qu'au passif : nouvelles ressources de financement)

2.2. Définition d’une nouvelle stratégie d'investissement et de mobilisation de ressources (y compris identification du chemin critique vers l’obtention d’une notation externe)

2.3. Définition d’un plan d’action pour le déploiement de cette stratégie opérationnelle (revue de l’organisation et des procédures associées, identification des objectifs quantitatifs et qualitatifs permettant un pilotage efficace, estimation des besoins en termes de ressources humaines, etc.)

2.4. Renforcement de capacité des équipes (y compris services juridiques) pour accompagner la mise en œuvre du plan d’action

2.5 Réalisation d’une étude de faisabilité pour définir l'offre de service en appui-conseil de la CVDB au profit des municipalités (benchmark et faisabilité des services déployés et des différents modèles économiques possibles) et réaliser une feuille de route avec une montée en charge de la CVDB en matière d'appui-conseil aux municipalités

Au regard de la diversité des expertises nécessaires pour mener à bien ce programme et la nécessaire articulation entre les différents piliers, le programme devra combiner au mieux expertise locale et internationale, expertise long terme et court terme. Pour assurer la bonne articulation entre ces intervenants et prendre en considération les interactions essentielles entre les différents chantiers, le/la chef(fe) de projet sera responsable du dispositif de pilotage (réunions de reporting mensuelles EF /AFD, organisation des COPILs, etc.), de la coordination des différents appuis, de l’impulsion d’une dynamique d’accompagnement du changement, du contrôle qualité des livrables des experts et du conseil à la Direction Générale de la CVDB.

**Qualifications et compétences** :

Les qualifications et compétences minimales exigées sont les suivantes :

* De formation minimum niveau Bac + 5 ou diplôme équivalent dans un domaine pertinent pour le projet (Economie et finances, Finances publiques locales, etc.).
* Solides compétences en gestion de projet, gouvernance et gestion des institutions financières, renforcement des capacités dans le secteur bancaire, communication et management (production, contrôle qualité et présentation des livrables)
* Bon relationnel et animation de dialogue avec les acteurs
* Maîtrise ou a minima appétence pour les techniques d’animation mobilisant l’intelligence collective, la co-construction ou autres méthodes participatives
* Grande aptitude au travail en équipe, à la coordination et la mise en œuvre des appuis
* Connaissance de la langue anglaise pour communiquer avec autonomie à l’oral comme à l’écrit.
* Maîtrise des outils informatiques les plus courants : Word, Excel, Powerpoint, Navigateur Internet, Logiciel de messagerie.

**Expérience professionnelle** :

Expérience avérée de minimum 15 ans d'expérience internationale dans :

* la conception de cadres de gestion des risques dans le secteur financier, et
* le secteur financier au Moyen-Orient,
* l’accompagnement d’institutions financières dans des démarches de transformation / restructuration ;
* le pilotage d’équipes de consultants dans le cadre de projets similaires ou, à défaut, une expérience d’au moins 10 ans en management d’équipes de cadres.

**Atouts supplémentaires :**

* Expérience dans la coopération internationale
* Connaissance du contexte jordanien serait un plus.
* Lieu de la mission : Résident – 6 mois maximum (Amman - Jordanie) puis perlé (12 mois – missions régulières Amman) ou perlé (sur 18 mois missions régulières à Amman tous les deux mois)
* Durée de la mission : 18 mois (160 jours travaillés)
* Date de prise de fonction : septembre 2022